

# IMPORTATION DE VIANDES AVARIÉES UN SCANDALE DE PLUS ! UN SCANDALE DE TROP !

Depuis l'affaire du « **Chevalgate** », nous pensions que toutes les leçons avaient été tirées et que désormais nous avons un meilleur suivi de la viande utilisée dans les plats préparés. À la lumière de cette nouvelle affaire de viande avariée Polonaise, il s'avère qu'il n'en est rien. Pire encore c'est suite à une enquête d'un journaliste pour le compte d'une chaîne de télévision privée que l'on a découvert la supercherie. Les systèmes d'alertes européens ont été à nouveau défaillants voire inexistant. Déjà l'année dernière le scandale des œufs au « **Fipronil** » avait surgi de manière impromptue dans le cadre d'une enquête judiciaire pour fraude diligentée par la justice Belge. Cela repose une nouvelle fois sur le niveau des contrôles et leur efficacité dans l'Union Européenne. La confiance du consommateur est ébranlée et la suspicion est en train de s'installer peu à peu sur nos produits transformés. De son côté l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA) se mure dans le silence et se contente de faire campagne pour la promotion de son site, destiné à lutter contre les fausses informations qui circulent. Autrement dit mettre selon elle un terme à la désinformation et au marketing de la peur. Il faut avouer que dans ce contexte cette chasse dite aux « **fake news** » est très ironique.

Pour INDECOSA-CGT il faut une véritable traçabilité tout au long de la chaîne et pas seulement à la sortie de l'abattoir comme c'est le cas trop souvent avec « **le tampon vétérinaire** ». Dans une économie mondialisée avec de plus en plus d'intermédiaires on ne peut plus faire reposer le « système » sur les autocontrôles. En France il est indéniable qu'il faut renforcer les organismes de contrôle et mettre fin à des années de suppressions d'effectifs aussi bien dans les services chargés du contrôle sanitaire et de la police économique (DGCCRF). Enfin les pouvoirs publics doivent renforcer les droits des « **lanceurs d'alerte** » aussi bien dans l'entreprise qu'à l'extérieur. Si ces scandales se multiplient c'est aussi parce qu'il règne trop souvent un sentiment d'impunité dans l'agrobusiness qui recherche le profit à tout prix au détriment de la sécurité sanitaire des produits que nous consommons.

Montreuil, le 6 février 2019

**Personne à contacter**

**Arnaud Faucon**

**Tél : 01 55 82 84 03.**

**Mail : [a.faucon.indecosa@cgt.fr](mailto:a.faucon.indecosa@cgt.fr)**